

La métamorphose de la New School for Social Research répond à des motifs politiques

Un collectif d'universitaires américains et français s'inquiète des graves attaques que subit ce haut lieu de l'antifascisme intellectuel, menacé par une série de fermetures de départements et de départs contraints

L'attaque contre les universités, la recherche et les libertés académiques est l'un des traits les plus récurrents de tous les glissements autoritaires que connaissent les démocraties depuis une quinzaine d'années. Le second mandat de Donald Trump aux Etats-Unis ne fait pas exception. L'offensive s'est faite par pression politique directe sur certaines universités jugées hostiles, par réduction drastique de certains financements fédéraux de recherche et par une tentative de réorientation idéologique des critères d'attribution des subventions.

Cette fois-ci, l'attaque n'est pas gouvernementale, mais vient de l'intérieur de l'institution elle-même : des dirigeants d'université décident de saborder la part la plus créative et la plus prestigieuse de leur établissement, avec son personnel et son histoire. L'affaire, qui est en cours depuis plusieurs mois, concerne la Graduate Faculty, connue aujourd'hui sous le nom de New School for Social Research.

Fondé en 1919 à New York, cet établissement unique est né d'une protestation contre les atteintes à la liberté académique de l'université états-unienne durant la première guerre mondiale. L'ambition était de créer une institution indépendante où les sciences sociales tiendraient une place centrale, alors inédite, dans l'analyse des grands problèmes contemporains. Et c'est à la « New School » qu'en 1933 fut créée, par son directeur d'alors, Alvin Johnson, l'University in Exile, quelques mois après l'arrivée de

Hitler au pouvoir. Là encore, que le philosophe Jacques Maritain, l'historien d'art Henri Focillon et d'autres créèrent, début 1942, une université française et belge en exil, l'Ecole libre des hautes études, haut lieu de résistance intellectuelle à Vichy et au nazisme et source d'inspiration pour le développement, en France, des sciences humaines et sociales après-guerre.

Bataille décisive

Entre 180 et 200 chercheurs, professeurs et intellectuels européens persécutés puis réfugiés trouvèrent un point d'appui à l'University in Exile afin de poursuivre leur carrière, ce qui en a fait un foyer majeur de l'antifascisme intellectuel, un symbole de l'histoire des relations intellectuelles transatlantiques et de la solidarité internationale en faveur des universitaires menacés par des régimes autoritaires. La philosophe Hannah Arendt y a enseigné de manière permanente à partir de la fin des années 1960. Jusqu'à ces derniers temps, la New School est restée l'un des principaux centres nord-américains de la pensée critique en philosophie comme en sciences sociales.

Depuis quelques mois, son président, l'architecte et urbaniste Joel Towers, a décidé, avec la complicité du conseil des fiduciaires de l'établissement, de livrer

une bataille décisive contre cet héritage. Plusieurs premiers cycles de sciences humaines et sociales sont fermés, notamment en anthropologie, en histoire, en sociologie. En décembre 2025, Towers a proposé à 169 enseignants permanents de quitter l'établissement. Insatisfait du résultat, il vient de licencier ou d'« inciter » plusieurs professeurs titulaires reconnus internationalement pour leurs travaux à partir à la retraite.

L'opération est d'une violence inouïe. Il s'agit de montrer l'exemple en remettant en cause le statut de professeur – un mouvement de fond porté par les courants politiques les plus conservateurs du pays. Une institution qui a porté au

plus haut l'horizon des libertés académiques et des théories critiques depuis plus d'un siècle est en passe d'être transformée en école de design et d'arts de la performance avec quelques cours de sciences humaines et sociales comme suppléments d'âme.

Les arguments invoqués par la présidence sont essentiellement financiers. Mais Sanjay Reddy, professeur d'économie dans l'établissement, aujourd'hui licencié, a pu montrer avant de l'être que le déficit venait avant tout d'investissements hasardeux dans l'immobilier, de coûts d'administration exorbitants, de marketing sans effet. Malgré cela sont appliquées à la New School for Social Research les techniques tristement classiques du *reorganizing*, le management par la compression brutale des effectifs et de l'organisation. Mais au cours de son histoire, la New School, très souvent endettée ou en déficit, n'a jamais sacrifié son identité historique à des arguments économiques. Ses administrateurs successifs ont toujours trouvé une voie inédite pour surmonter les crises.

Il ne fait aucun doute que les fermetures de départements et les départs contraints de la New School répondent à des motifs politiques. Il s'agit de faire taire l'une des voix critiques les plus constantes et les plus écoutées depuis un

IL S'AGIT DE FAIRE TAIRE L'UNE DES VOIX CRITIQUES LES PLUS CONSTANTES ET LES PLUS ÉCOUTÉES DEPUIS UN SIÈCLE

Pierre-Paul Zalio L'hospitalité académique est une force morale au fondement même de notre souveraineté

Le président du campus Condorcet rappelle l'urgence à protéger ce principe d'accueil pour les chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales, moins bien intégrés à ces dynamiques que ne le sont leurs collègues d'autres disciplines

Alors que les libertés académiques font aujourd'hui l'objet de pressions croissantes dans plusieurs régions du monde, l'Europe recouvre une question qu'elle croyait appartenir à son passé : celle de l'exil des chercheurs et des chercheuses. L'enjeu résonne avec l'actualité alors que les pays de l'Union européenne ont choisi d'adopter le pacte sur la migration et l'asile.

L'histoire de l'exil académique a accompagné celle des grandes tragédies du XX^e siècle. L'avènement du national-socialisme et des fascismes en Europe à partir des années 1930 a provoqué l'une des plus vastes migrations scientifiques jamais observées, de l'Europe vers les Etats-Unis. Cette migration a joué un rôle déterminant dans l'essor des grandes universités américaines de l'après-guerre. Pour les Etats-Unis, alors engagés dans une bataille culturelle pour défendre la démocratie libérale face à l'URSS, l'hospitalité académique a constitué à la fois un signe moral, un instrument de soft power et une formidable occasion.

L'extraordinaire vitalité intellectuelle qui caractérisait le cosmopolitisme des grandes villes

savantes européennes s'est ainsi réincarnée sur les campus américains. Ce tournant a profondément reconfiguré les équilibres de puissance mondiaux, au détriment durable de l'Europe.

La période que nous traversons porte la marque de cette histoire et de ses retournements – attestés par le tournant illibéral des Etats-Unis –, mais aussi d'une réalité géopolitique radicalement nouvelle. Nous sortons d'une période qu'on pourrait rétrospectivement appeler une « mondialisation heureuse ». Dans ce contexte, de nouvelles puissances scientifiques se sont affirmées, à commencer par la Chine, désormais en position de leadership dans plusieurs domaines, capable d'adosser ses ambitions à un récit civilisationnel explicitement adverse à nos valeurs démocratiques.

Pour tenir son rang, la France a misé sur le capital de réputation de ses institutions publiques d'enseignement supérieur et de recherche. Notre pays occupe le 10^e rang mondial en publications scientifiques, dont 65 % sont des

copublications internationales. Avec 37 % de doctorants internationaux, il reste le quatrième pays d'accueil en mobilité internationale. Ces chiffres rappellent combien notre puissance académique constitue un pilier d'influence sans commune mesure avec notre poids démographique. La France demeure un pays d'accueil et elle doit le rester. Le programme Pause, créé en 2017, a répondu en urgence aux persécu-

tions visant des universitaires en Syrie, en Turquie, en Russie, en Afghanistan. Plus récemment, le programme « Choose Europe for Science » a élargi cette réponse aux chercheurs touchés par les attaques antisciences orchestrées de Washington.

Insuffisance des moyens

Si l'hospitalité académique est perçue comme un intérêt bien compris pour les physiciens ou les ingénieurs, il nous faut mieux intégrer les chercheurs en sciences humaines et sociales dans cette appréciation. La vulnérabilité de ces disciplines tient non seulement au fait qu'elles travaillent sur les conflits, les inégalités ou les transformations démocratiques, mais à la nature même de leur démarche : en s'appuyant sur l'enquête, les données et la critique, elles interrogent les évidences et déconstruisent les préjugés – ce qui les expose régulièrement aux campagnes de délégitimation.

Plusieurs universités, écoles et organismes de recherche, fédérés par le projet Universités en exil (UXIL), ont décidé de faire du

mois de juin un « mois de l'hospitalité et des libertés académiques ». Au gré d'une trentaine d'événements, chacun pourra partager avec des personnalités aussi diverses que *[le philosophe]* Souleymane Bachir Diagne, *[l'astrophysicien]* Farhang Habibi ou *[l'artiste]* Rada Akbar la réalité contemporaine de l'exil académique. La « semaine de l'hospitalité » sur le campus Condorcet, depuis le 18 juin, fait écho à la Freedom Academic Week de l'université Humboldt de Berlin.

Cette ambition se heurte à une réalité bien connue : l'insuffisance des moyens et la rareté des débouchés académiques. C'est l'objet du programme UXIL que de transformer l'urgence de l'accueil en réponse durable, bénéfique à la fois pour les chercheurs accueillis et pour les institutions qui les reçoivent. Loin d'être un geste charitable, l'hospitalité académique constitue un investissement scientifique, intellectuel et politique.

Le lien entre hospitalité et liberté académique, consacré en 1997 par la résolution de

siècle, l'un des ponts nord-américains tendus en direction de la pensée européenne. Il s'agit d'éteindre près d'un siècle de tradition intellectuelle antifasciste. Dans les Etats-Unis de Donald Trump, de tels symboles n'ont rien d'innocent, ni d'anodin. Ce ne sont plus seulement les conditions de production de la vérité qu'il s'agit d'assécher ; toute la pensée critique doit se sentir menacée.

Et nul besoin ici d'injonction fédérale : l'obéissance consciencieuse et anticipée de quelques administrateurs à l'idéologie au pouvoir suffit à faire basculer près d'un siècle d'histoire. La métamorphose annoncée de la New School for Social Research est une allégorie terrible de ce que les universités sont appelées à devenir dans les temps sombres où nous vivons, et des méthodes de mise au pas de tout contre-pouvoir intellectuel. Au service de son écrasement, le discours managérial du néolibéralisme et la haine politique de la critique ont forgé une alliance parfaite, caractéristique des transformations actuelles des façons de gouverner bien au-delà des universités et des Etats-Unis.

Voilà pourquoi celles et ceux qui n'ont pas oublié le symbole d'espoir et de solidarité qu'a représenté la création de l'University in Exile en 1933 n'oublieront pas non plus ce que signifie aujourd'hui la mise en pièces de la New School for Social Research. ■

Signataires : **Emily S. Apter**, professeure, université de New York ; **Etienne Balibar**, ancien professeur aux universités de Paris-Nanterre, Californie-Irvine et Columbia ; **Seyla Benhabib**, professeure, université Yale ; **Judith Butler**, professeure, université de Californie à Berkeley ; **Judith Friedlander**, autrice ; **Bernard E. Harcourt**, professeur à l'université Columbia et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; **Laurent Jeanpierre**, professeur à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne ; **Judith Revel**, professeure à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne

L'Unesco, exprime un principe fondateur : la reconnaissance internationale de ces libertés est indissociable de l'exercice rigoureux d'un travail scientifique tourné vers l'établissement de vérités. Ce lien procède d'une tradition dont l'Europe a longtemps été l'un des foyers majeurs : celle d'une république savante internationale fondée sur la probité scientifique et la circulation des savoirs par-delà les frontières. A rebours des discours qui invoquent la fermeture comme condition de protection, l'ouverture internationale de nos campus apparaît comme l'une des conditions de notre force morale.

Dans un monde fracturé par les rivalités de puissances, accueillir les savoirs, protéger celles et ceux qui les produisent et faire vivre les conditions du débat scientifique ne relève pas seulement de la fidélité à nos valeurs. C'est aussi l'un des fondements durables de notre souveraineté. ■

Pierre-Paul Zalio est sociologue, président du campus Condorcet (Paris-Aubervilliers)